



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 52.628/4
du 16 janvier 2013

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
15 mars 1968 portant
règlement général sur les
conditions techniques
auxquelles doivent répondre
les véhicules automobiles,
leurs remorques, leurs éléments
ainsi que les accessoires de
sécurité'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 52.628/4
van 16 januari 2013

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
15 maart 1968 houdende
algemeen reglement op de
technische eisen waaraan de
auto's, hun aanhangwagens,
hun onderdelen en hun
veiligheidstoebehoren moeten
voldoen'

Le 20 décembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 16 janvier 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 janvier 2013.

*

Op 20 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 16 januari 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 januari 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Le projet examiné a déjà été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État, et a fait l'objet de l'avis 51.127/4, donné le 16 avril 2012.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui impartit la loi, et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées par la section de législation. En pareil cas, une nouvelle consultation de la section de législation est requise, l'avis portant alors uniquement sur les dispositions nouvelles.

En ce qui concerne le projet examiné, tel est le cas des articles 3, pour partie, et 4, pour partie.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet, tel que modifié par rapport au texte initial, doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements de région.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 14 décembre 2012.

2. Eu égard à l'importance des modifications apportées, le projet tel que modifié doit également être soumis à nouveau à l'avis de la Commission consultative « administration-industrie », et être communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la directive 98/34/CEE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information'.

3. Il revient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement complet de ces différentes formalités préalables.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

1. À l'article 28, § 6, 3, 1°, b), en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 'portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité' (article 3, 3°, du projet examiné), il est fait référence au « Règlement n° 104 portant prescriptions uniformes relatives à l'homologation des marquages rétroréfléchissants pour véhicules des catégories M, N et O, constituant l'additif 103 à l'Accord de Genève en date du 20 mars 1958, révisé les 10 novembre 1967 et 16 octobre 1995, concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions ».

Ce règlement CEE-ONU n° 104 a déjà été inséré en annexe 18 de l'arrêté royal du 15 mars 1968, par l'arrêté royal du 17 mars 2003, afin d'en assurer la publication en droit interne.

Dans la disposition examinée, il est donc préférable de se référer à cette annexe 18 de l'arrêté modifié.

2. Pour ce qui concerne les spécifications techniques auxquelles doivent répondre les panneaux rétroréfléchissants dont l'article 28, § 6, 3., 1° et 2°, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, impose l'utilisation, cette disposition ne se limite pas à renvoyer à la norme technique européenne NBN EN 12899-1 et au règlement CEE-ONU n° 104. Elle impose également des obligations spécifiques complémentaires relatives au marquage, à la certification de conformité ainsi qu'à la vérification périodique de la conformité de la production.

Les normes techniques européenne et internationale précitées comportent déjà des dispositions relatives au marquage, à la certification et au contrôle de la production des accessoires et éléments de sécurités qu'elles concernent.

Il revient donc à l'auteur du projet de vérifier si les dispositions figurant à l'article 28, § 6, 3., 1°, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, ne font pas double emploi avec les normes européenne et internationale précitées.

3. Plus fondamentalement, et sous réserve de l'observation qui précède¹, il doit être relevé que l'article 28, § 6, 3., 1°, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, en imposant l'apposition de marquages et l'usage de codes d'identification nationaux sur les panneaux rétroréfléchissants concernés, ainsi qu'en réservant les essais de conformité de la production « à un seul laboratoire désigné par le SPF Mobilité et Transports », instaure des mesures portant

¹ Et sans préjuger de l'attitude des institutions de l'Union européenne, et, au premier chef, de la Commission dans le cadre de la procédure de communication prévue par la directive 98/34/CEE.

atteinte à la libre circulation des produits concernés, qui doivent pouvoir être justifiées au regard des articles 34 à 36 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

4. L'article 28, § 6, 3., 1°, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, précise notamment que :

« Sont qualifiés pour veiller à l'exécution du présent § 6, les agents visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière »².

Cette disposition fait double emploi avec la règle générale figurant déjà à l'article 80 de l'arrêté royal du 15 mars 1968. Elle doit donc être omise.

5. La disposition sera revue à la lumière de ces observations.

Article 4

Dans un souci de sécurité juridique, à l'article 32*bis*, point 5.2.2, neuvième et dernier tiret³, en projet, le texte doit préciser en quelle unité est exprimée la masse calculée⁴.

De même, dans le texte français, à l'instar de la version en langue néerlandaise, il y a lieu d'utiliser le symbole officiel de cette unité légale⁵.

*

² La structure déficiente de l'article 28, § 6, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, laquelle comporte notamment des « alinéas » rompant la logique de l'énumération en 1°, 2°, 3°, puis, au sein du premier terme de cette énumération, en a), b) et c), rend impossible la numérotation de cet alinéa. Voir sur ce point : *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 57 et suivantes.

³ Vu leur nombre, ces tirets gagneraient à être remplacés par une énumération. *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 58.

⁴ Conformément au point 10 du chapitre I^{er} du tableau fixant les unités de mesures légales et leurs multiples et sous-multiples, annexé à l'arrêté royal du 14 septembre 1970 'portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 'sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les unités de mesure légales et les étalons et les mesures nécessaires à la reproduction de ces unités', l'unité légale de masse est le kilogramme (kg), unité de base du système international d'unités de mesure. La tonne (t) est égale à 1 000 kg.

⁵ Il y a lieu d'écrire « kg ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het voorliggende ontwerp is reeds voor advies voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State en onderzocht in advies 51.127/4, dat verstrekt is op 16 april 2012.

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft en het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer overwogen wordt in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die door de afdeling Wetgeving zijn geformuleerd: in zo een geval moet de afdeling Wetgeving weer worden geraadpleegd, maar dan heeft het advies enkel betrekking op de nieuwe bepalingen.

Wat het voorliggende ontwerp betreft, is dat het geval met artikel 3, ten dele, en met artikel 4, ten dele.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. De drie gewestregeringen moeten betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp zoals het is gewijzigd ten opzichte van de oorspronkelijke tekst.

Het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, bevat evenwel alleen de kopieën van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn toegezonden en die, net als de adviesaanvraag, 14 december 2012 zijn gedateerd.

2. Gelet op de omvang van de wijzigingen die daarin zijn aangebracht, moet het ontwerp zoals het gewijzigd is, eveneens nogmaals ter fine van advies worden voorgelegd aan de raadgevende commissie “administratie-nijverheid” en dient het te worden meegedeeld aan de Europese Commissie overeenkomstig artikel 8 van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’.

3. De steller van het ontwerp dient er op toe te zien dat deze onderscheiden voorafgaande vormvereisten naar behoren worden vervuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. In het ontworpen artikel 28, § 6, 3, 1°, b), van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 'houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen' (artikel 3, 3°, van het voorliggende ontwerp) wordt verwezen naar "Reglement nr.104 houdende uniforme voorschriften betreffende de goedkeuring van retroreflecterende markeringen voor voertuigen van de categorieën M, N en O, dat het addendum 103 vormt bij de Overeenkomst van Genève van 20 maart 1958, herzien op 10 november 1967 en 16 oktober 1995 betreffende het aannemen van de eenvormige technische voorschriften voor wielvoertuigen, uitrustingsstukken en onderdelen die kunnen worden aangebracht of gebruikt op wielvoertuigen en de voorwaarden voor wederzijdse erkenning van goedkeuringen verleend op basis van deze eisen".

Dat VN/ECE-reglement nr. 104 is reeds in bijlage 18 bij het koninklijk besluit van 15 maart 1968 ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2003 teneinde de bekendmaking in intern recht ervan te garanderen.

In de voorliggende bepaling wordt dan ook het best verwezen naar die bijlage 18 bij het gewijzigde besluit.

2. In verband met de technische specificaties waaraan voldaan moet worden door de retroreflecterende panelen waarvan het gebruik verplicht gesteld wordt bij het ontworpen artikel 28, § 6, 3., 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, beperkt die bepaling zich niet tot een verwijzing naar de Europese technische norm NBN EN 12899-1 en naar VN/ECE-reglement nr. 104. Bij die bepaling worden eveneens aanvullende specifieke verplichtingen opgelegd op het stuk van het markeren, de conformiteitscertificatie en de periodieke controle van de gelijkvormigheid van de productie.

De Europese en internationale technische normen waarvan hierboven sprake was, bevatten reeds bepalingen betreffende het markeren, de certificatie en de controle van de productie van de veiligheidsonderdelen en het veiligheidstoebehoren waarop ze betrekking hebben.

De steller van het ontwerp dient dan ook na te gaan of de bepalingen die vervat zijn in het ontworpen artikel 28, § 6,3., 1°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 niet overlappen met de voormelde Europese en internationale normen.

3. Een fundamentele bezwaar, gemaakt onder voorbehoud van de voorgaande opmerking¹, is dat het ontworpen artikel 28, § 6, 3., 1°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, waarbij wordt bepaald dat op de retroreflecterende panelen in kwestie markeringen en nationale identificatiecodes moeten worden aangebracht en dat de proeven betreffende de gelijkvormigheid van de productie alleen mogen worden toevertrouwd aan één enkel “door de FOD Mobiliteit en Vervoer (aangesteld) laboratorium”, maatregelen invoert die afbreuk doen aan het vrij verkeer van de producten in kwestie, waarvoor een rechtvaardiging moet kunnen worden gegeven in het licht van de artikelen 34 tot 36 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

4. In het ontworpen artikel 28, § 6, 3., 1°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 wordt inzonderheid het volgende bepaald:

“Zijn bevoegd om toezicht uit te oefenen op de naleving van deze § 6: de beambten bedoeld in het artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.”²

Deze bepaling is een duplicering van de algemene regel die reeds vervat is in artikel 80 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968. Ze dient dan ook te vervallen.

5. De bepaling dient in het licht van deze opmerkingen te worden herzien.

Artikel 4

Uit zorg voor de rechtszekerheid dient in de tekst van het ontworpen artikel 32bis, punt 5.2.2., negende en laatste streepje³, te worden aangegeven in welke eenheid de berekende massa wordt uitgedrukt.⁴

¹ En zonder vooruit te lopen op de houding van de instellingen van de Europese Unie en, in de eerste plaats, van de Europese Commissie in het kader van de mededelingsprocedure waarin richtlijn 98/34/EG voorziet.

² Door de manke structuur van het ontworpen artikel 28, § 6, van het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968, waarin onder andere “leden” voorkomen die breken met de logica van de nummering door middel van 1°, 2°, 3°, en vervolgens, in het eerste deel van die opsomming, door middel van a), b), c), is het onmogelijk te zeggen om het hoeveelste lid het hier gaat. Zie in dit verband: *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 57 en volgende.

³ Gelet op het grote aantal streepjes, zouden die streepjes beter vervangen worden door een opsomming door middel van onderverdelingen. *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 58.

⁴ Overeenkomstig punt 10 van hoofdstuk I van de tabel tot vaststelling van de wettelijke meeteenheden en van hun veelvoud en delen, die deel uitmaakt van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1970 ‘houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meetwerktuigen en tot vaststelling van de wettelijke meeteenheden en van de standaarden en regels ter reproductie van deze eenheden’ is de wettelijke eenheid van massa het kilogram (kg), grondeenheid van het internationaal eenhedenstelsel. De ton (t) is gelijk aan 1000 kg.

Daarom dient in de Franse tekst, naar het voorbeeld van de Nederlandse versie, het officiële symbool van die wettelijke eenheid te worden gebruikt.⁵

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁵ “kg”, zonder hoofdletter.